

MOTION ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE D'INFORMATION SYNDICALE DU 27 /09/2018

Les salariés réunis en assemblée d'information syndicale à l'initiative de la section FO les Capucins ont discuté de la situation

Le gouvernement, pourtant en pleine crise et sans soutien réel dans la population, annonce « droit dans ses bottes » qu'il poursuivra la destruction de nos conquêtes sociales.

Alors que l'on assiste déjà à une :

- Augmentation du chômage,
- baisse du pouvoir d'achat,
- baisse des pensions de retraites et des minimas sociaux,
- stagnation des salaires, flexibilité et précarité,
- Emmanuel Macron et Agnès Buzyn annoncent un plan de transformation du système de santé qui au nom du renforcement des structures de proximité s'attaque à l'hospitalisation publique et privée à but non lucratif.
- **En applicateur zélé de la politique gouvernementale la fédération patronale FEHAP refuse d'augmenter la valeur du point.**

Partout la question des salaires est à l'ordre du jour. D'un côté, nous subissons le quasi gel des salaires (0,5 % au 1/07/2018), et de l'autre, le gouvernement annonce un quasi blocage des allocations familiales et APL (0,3%), alors que l'inflation dérape, que les taxes sur les carburants augmentent. Par ailleurs, le gouvernement Macron remplit les poches des patrons : 50 Milliards de dividendes versés au premier trimestre 2018 aux actionnaires, et le gouvernement vient de décider pour 2019 de 20 milliards de CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) + 20 milliards d'exonérations de cotisations.

- **Le gouvernement prépare une nouvelle contre-réforme des retraites.**

Macron veut détruire les 42 régimes de retraite existants pour les transformer en un « régime universel par points ».

Dans quel objectif ?

D'abord répondre aux injonctions de l'Union Européenne et « économiser », à terme, 45 milliards sur les retraites, ce qui représenterait une baisse moyenne de 15 % des pensions !

Ensuite détruire la solidarité interprofessionnelle et intergénérationnelle intégrée dans les régimes de retraites existants (validation de trimestre même non cotisés en cas de maladie, de maternité, majorations pour enfants, pensions de réversion, minimum contributif...)

Cette solidarité-là, le gouvernement veut la détruire, pour la remplacer par un système totalement individualisé. Pas de cotisations ? Alors pas de droits à la retraite !

- **Le gouvernement s'attaque à l'assurance chômage et cherche à associer les syndicats à cette destruction**

Le gouvernement a décidé de réaliser **4 milliards d'économie sur le dos des chômeurs (10% du budget de Pôle Emploi !)**.

Pour cela, il convoque « les interlocuteurs sociaux », comme s'ils étaient ses valets et veut leur imposer l'ouverture d'une pseudo-négociation dans laquelle **leur seule marge de manœuvre sera de décider comment appliquer les injonctions présidentielles.**

Salaires, assurance chômage, retraites, Sécurité sociale, santé, **Il s'agit d'une attaque d'ensemble contre nos acquis sociaux !**

Face à cela, réaffirmons nos revendications :

- **Augmentation des salaires, des allocations familiales et des APL**
- **Arrêt des suppressions de postes et des fermetures de lits dans la santé.**
- **création des postes nécessaires au fonctionnement de nos services**
- **Maintien du régime d'assurance chômage !**
- **NON à la retraite universelle « par points » et par capitalisation, OUI à la retraite par répartition !**
- **Maintien de tous les régimes de retraite existants : Régime général, régimes spéciaux, régimes complémentaires, code des pensions civiles et militaires !**

Le 9 octobre 2018, en Maine-et-Loire comme dans tout le pays, la CGT, FO la FSU, Solidaires et les organisations étudiantes et lycéennes UNEF et UNL appellent à la grève interprofessionnelle et aux manifestations contre la politique gouvernementale de destruction des conquêtes sociales, pour la satisfaction des revendications.

Pour faire aboutir nos revendications, le 9 octobre nous appelons nos collègues à être en grève et à participer à la manifestation

à Angers rendez vous 10h30 Place Leclerc

motion adoptée à l'unanimité